

L'urgence d'une candidature communiste aux élections présidentielles

Depuis le début de l'épidémie le constat est sans appel : le monde capitaliste traverse une crise sans précédent. Pourtant, les logiques libérales qui ont conduit à cette situation désastreuse sont encore à l'œuvre et les populations se retrouvent face à une impasse politique. C'est dans ce contexte que se confirme la nécessité d'une **proposition communiste** aux élections présidentielles de 2022 portée par un candidat ou une candidate communiste.

Les inégalités produites par le capitalisme et les politiques néolibérales imposées en France et ailleurs étaient déjà évidentes pour beaucoup. Mais ce sont les dimensions les plus **mortifères** du système économique, politique et social dans lequel nous vivons que la pandémie a mis en lumière : de la précarité grimpanche de portions toujours plus importantes de la population, qui condamne certains à voir leur espérance de vie en bonne santé réduite par rapport à d'autres ; du démantèlement des services publics et des principes de solidarité entre citoyens dont le "choix" des patients à sauver lors des pics de contagion en a été la cruelle manifestation ; au refus de prendre la mesure de la catastrophe écologique, nouveau péril des générations présentes et futures. Les élections présidentielles de 2022 ne doivent pas être le moment de remplacer des élites politiques par d'autres, mais doivent constituer l'occasion d'une mobilisation populaire et d'une **prise de pouvoir des gens sur la politique et la décision publique**.

Une proposition communiste face à la crise économique

Si le CAC 40 a d'ores et déjà retrouvé son niveau d'avant la crise, on peut difficilement en dire autant de la situation économique des Français et Françaises. Depuis les douze derniers mois, tous et toutes ont pu constater la formidable contribution des personnes dites en première ligne, en somme les ouvriers et employés, les mêmes qui ont connu depuis des années une détérioration de leurs conditions de travail face au développement des contrats précaires, l'obligation croissante d'effectuer des heures asociales (heures supplémentaires, travail le dimanche, de nuit...), qui ont vu leur droit au logement mis en cause par la pénurie organisée des HLM et leurs possibilités de se distraire et de se cultiver réduites par des politiques culturelles au rabais. Ce sont ces personnes qui ont été les plus impactées par la crise, ainsi que l'ensemble des individus travaillant partiellement ou totalement dans les emplois informels, "au noir", et qui une fois leur source de revenu interrompue se trouvent hors des filets de la solidarité salariale que permettent les cotisations sociales.

La crise économique agit comme révélateur, mettant en évidence la politique de production de la précarité à grande échelle en cours depuis des décennies, qui dévalorise le rôle des personnes pourtant les plus nécessaires à la prospérité collective. Il est temps de s'attaquer aux coûts du capital (dividendes, intérêts bancaires) et non pas aux coûts du travail, de renverser l'échelle et rétribuer à sa juste valeur le travail plutôt que l'activité parasitaire des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Il faut développer la sécurité emploi-formation, c'est-à-dire conjuguer les besoins de sécurité des salariés face à la menace du chômage et les aspirations à la liberté de choisir son emploi, et éventuellement d'en changer, en garantissant à chacun le droit soit de travailler, soit de se former, et de bénéficier toujours d'une rémunération.

Une proposition communiste face à la crise des services publics

Notre pays est attaché à ses services publics, fruit des luttes et des conquêtes sociales, et en particulier à ses services de santé. De toute évidence, après le fiasco meurtrier que fût la gestion de la crise sanitaire, le système de santé français n'est plus à la hauteur de sa réputation. En effet, les logiques comptables de ces dernières décennies ont, malgré les nombreuses luttes et cris d'alarme des personnels soignants, anéanti les stocks stratégiques sanitaires comme les masques chirurgicaux, réorganisé les services et supprimé des lits. En plus de l'abandon des hôpitaux, c'est aussi la faiblesse inédite de la recherche publique qu'a mise à nue la crise sanitaire, dont une nouvelle loi de 2020 limite encore son indépendance et la pérennité de ses financements. Pendant ce temps, les entreprises du secteur pharmaceutique accumulent profit et crédits d'impôt tandis que le diktat des brevets empêche aujourd'hui de faire des vaccins des biens publics mondiaux et privilégie le profit sur les vies. La crise du système de santé n'est qu'un signal supplémentaire annonçant un monde autoritaire et privatisé : notre époque est celle d'une menace sur le droit à se déplacer, à travers les privatisations des entreprises publiques (ferroviaire, ADP), sur l'accès aux ressources collectives à des prix bas (eau, électricité,...), sur la qualité et l'indépendance de l'enseignement, sur l'accès à l'université...

La **proposition communiste** que nous devons élaborer doit être celle d'un développement de la solidarité entre les femmes et les hommes. Cela passe par la sauvegarde de nos services publics, mais aussi par la conquête de nouveaux en développant par exemple partout les transports en commun, ou encore en faisant de l'accès à la culture et à la création artistique dans sa diversité et dans sa nouveauté un droit de chaque citoyen et citoyenne.

Une proposition communiste face à la crise écologique

La crise sanitaire ne doit pas faire oublier une autre crise, plus grave encore : celle du désastre écologique qui s'annonce et duquel proviendra l'essentiel des grands risques de notre temps. Si aujourd'hui presque toutes les forces politiques se disent concernées par l'écologie, les programmes restent creux malgré les affiches qui verdissent. La classe politique se contente pour l'ensemble d'attaquer les ménages, soit le "consommateur", acquise à la croyance que le changement se réaliserait dans le marché et dans la loi de l'offre et de la demande à travers les choix individuels des uns et des autres, trop frileuse pour s'en prendre à la réelle source du problème : le capitalisme et le profit comme unique détermination de ce que notre société doit produire.

La fenêtre pour agir, avant que les changements imposés par les activités polluantes soient irréversibles, se ferme rapidement. Ne soyons pas les générations qui ont failli et ont condamné l'humanité. La voie écologique est nécessairement une voie contre le capital. Encore une fois, la proposition communiste doit être celle d'un retournement de l'échelle des priorités : ce n'est plus la croissance économique et l'accroissement du capital qui doivent être l'alpha et l'oméga de la décision publique, mais la valeur de la vie humaine. Il nous faut donc renforcer le contrôle sur les entreprises par les salariés et interdire les choix patronaux inutilement polluants.

Après la catastrophe que nous connaissons depuis plus d'un an, face aux défis économiques, à l'enjeu d'une reconquête des services publics et face aux défis écologiques sans

précédents, l'on ne peut se satisfaire en 2022 de simplement changer de dirigeants politiques, de président et de gouvernement. Le seul changement qui vaille est celui qui donnera le pouvoir aux gens sur les entreprises, sur l'argent et la façon dont il est utilisé. Pour cela, il est nécessaire que les forces de gauche prennent la mesure des enjeux de cette période et qu'elles construisent enfin un projet de transformation radicale de la société, permettant de l'affranchir de sa soumission au capital. **Nous considérons donc qu'une candidature communiste aux présidentielles de 2022 est indispensable et que celle-ci doit avoir pour objectif de convaincre le plus grand nombre qu'il est urgent d'instaurer le *communisme*.**

Le Comité de section de Montrouge (92).

Le 8 avril, 2021.